

PCF/2017, la campagne est lancée

Nombreuses restitutions locales programmées

La restitution de la grande consultation, samedi 8 octobre, à Paris, n'est pas passée inaperçue. 300 écoutes collectives recensées. Des échos de presse. « Le PCF part en campagne », titrait *Le Parisien*. « Le PCF élabore son programme », notait *Le Monde*. « Le PCF veut une candidature commune de gauche alternative », assurait *le Journal du dimanche*.

Ce que demande le peuple/l'Émission a été mis en ligne sur www.pcf.fr. Un site dédié a été ouvert : www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr

Ce moment a été suivi par plusieurs initiatives politiques.

Dans l'esprit de l'appel lancé le 8 octobre, Pierre Laurent s'est adressé par courrier à Jean-Luc Mélenchon, David Cormand et Christian Paul ; la même démarche a été entreprise en direction des porte-parole d'Ensemble!, de Philippe Poutou et Olivier Besancenot pour le NPA, de Julien Jallamion pour République et socialisme.

Une pétition « Pour 2017, assez de divisions : on vaut mieux que ça » est désormais en circulation.

Et puis des restitutions locales, partant des résultats locaux de l'enquête, sont en cours ou programmées, pour coller au plus près des personnes rencontrées, de leurs aspirations.

C'est le cas en Saône-et-Loire (le 17 octobre), à Vierzon (le 18), à Vitry (le 20),



mais aussi à Bagnolet, à Champigny, à Aix-en-Provence, dans le Jura, l'Aube, la Drôme, le Puy-de-Dôme, le Finistère, l'Ardeche, le Tarn-et-Garonne, l'Oise, la Corse-du-Sud, les Pyrénées-Atlantiques... Une liste qui va se compléter rapidement.

Pour prolonger ce travail, existent un quatre-pages national ainsi qu'un film, à télécharger, d'une quinzaine de minutes, destiné à introduire ces restitutions. Ce film « Ce que demande le peuple/l'Émission » est sur l'espace de partage du PCF.

Traduction concrète

En même temps sont engagées des batailles nationales qui donnent une traduction concrète à certains des (sept) axes du projet pour 2017 présenté le 8 octobre. Des coordinateurs-trices ont

été désigné-e-s pour animer et suivre ces actions. Rappelons l'intitulé de ces batailles : Action contre l'application de la loi travail et pour la sécurisation de l'emploi et de la formation (coordination Frédéric Boccara) ; la mobilisation pour la

filière énergétique (coordination Céline Brulin) ; pour un renouveau de notre politique industrielle, Alstom et la filière ferroviaire (coordination Isabelle De Almeida) ; la construction d'une nouvelle politique de transport ferroviaire (coordination Olivier Dartigolles) ; de la lutte contre le CICE, l'évasion fiscale, la finance à une autre utilisation de l'argent (coordination Denis Durand) ; la défense et la promotion des services publics sur tout le territoire (coordination Isabelle Mathurin) ; nos initiatives de solidarité en lien avec la situation des communes (coordination Thierry Aury) ; obtenir des solutions humaines d'accueil des migrant-e-s/réfugié-e-s (coordination Lydia Samarbaksh) ; contribuer à relancer un grand mouvement pacifiste (coordination Lydia Samarbaksh). ✚

G. S.



Grigny, vente solidaire

Vente solidaire à Grigny ce vendredi 14 octobre à l'initiative des communistes.

Suite à la fermeture brutale et scandaleuse du magasin Casino à Grigny, Pierre Laurent a proposé à Philippe Rio, maire PCF de Grigny, et aux communistes d'organiser un marché solidaire.

Ce marché solidaire qui a mobilisé des producteurs de viande, de fruits et légumes, de producteurs bio, du lait, des produits pour bébé, a permis à plus de 800 habitants de la ville d'y acheter des produits frais et à juste prix. Tous ont apprécié cette vente directe entre producteurs et consommateurs. Cela nous montre que nous pouvons consommer des produits frais et de qualité à prix coutant.

Les communistes souhaitent organiser cette initiative de manière pérenne.

9 adhésions au PCF ont été réalisées et 80 signatures contre la vie chère et pour le rassemblement populaire des forces de gauche qui veulent changer la vie en 2017. Ces types d'initiatives solidaires sont notre ADN. ✚



Automobile

Relever les défis

Pierre Laurent, secrétaire national, et une délégation du PCF ont visité, le 11 octobre dernier, le Mondial de l'automobile. Une déclaration intitulée « Pour un renouveau de l'industrie automobile française relevant les défis de la mobilité, de l'emploi et de l'écologie » a été rendue publique à cette occasion. Extraits.

Le texte rappelle que l'industrie automobile, en France et dans le monde, a un avenir.

L'enjeu est de concevoir, de fabriquer des véhicules de nouvelle génération, propres, respectueux de l'environnement et sûrs, à des prix accessibles. Cette révolution touchera tous les domaines : matériaux, moteurs, composants, conception, fabrication, utilisation et recyclage, mais aussi financement, gouvernance et critères de gestion des entreprises.

L'émergence accélérée de véhicules connectés, autonomes implique de nouvelles coopérations industrielles entre constructeurs, équipementiers et acteurs du numérique. Il est urgent que notre pays ait, sur le long terme, une stratégie nationale et européenne de filière investissant massivement et prioritairement dans la recherche & développement, la formation, la modernisation des sites de production, les services d'entretiens et de maintenances. (...)

La stratégie de filière que nous portons doit développer de véritables relations de solidarité et de coopération entre donneurs d'ordres et sous-traitants, grâce à une charte contractuelle de co-traitance liant donneurs d'ordres et sous-traitants, les donneurs d'ordres devenant garants, auprès des banques, de prêts à faible taux pour leurs sous-traitants, en contrepartie du développement des salaires, des qualifications et des droits sociaux. Un pôle public de financement et de pilotage de la filière automobile doit être créé, à partir des banques publiques existantes et du programme « investissements d'avenir ». Syndicats de salariés, représentants d'usagers, élus locaux doivent y être associés pour contribuer au pilotage et au financement de l'activité à partir d'autres critères que ceux des actionnaires privés et des marchés financiers. Il est temps de désintoxiquer la filière automobile de la recherche exclusive de rentabilité financière. Ce pôle public de financement du transport automobile doit pouvoir

être saisi par les salariés de la filière, à l'appui des propositions qu'ils portent face aux plans de suppressions d'emplois ou aux projets de rachats à l'étranger. L'État, actionnaire majeur de Renault comme de Peugeot, doit poursuivre ces mêmes buts, au lieu d'accompagner la rentabilité financière maximale, les délocalisations et de servir de soutien aux profits contre l'emploi et l'activité sur le site France. (...) On le voit avec les nouveaux modèles exposés au Mondial, l'automobile est en train de changer d'époque et de modèle. (...) Le Parti communiste français considère que la raison d'être de l'industrie automobile française n'est pas d'accumuler les profits en s'enfermant dans des stratégies de niche, de croissance externes ou de tout à l'exportation, mais de relever les défis d'une mobilité écologique, populaire, individuelle comme familiale, dans les cadres urbains, péri-urbains et ruraux de notre siècle, ainsi que ceux du fret écologique du XXI^e siècle. ✚

Les suites du 8 octobre

Après plusieurs mois de campagne autour de la grande consultation citoyenne, le PCF organisait une émission de télévision diffusée sur Internet pour la restitution des résultats de son enquête. Entretien avec Pierre Dharréville, membre de l'Exécutif, chargé de la grande consultation.



Communistes QUEL BILAN TIRES-TU DE L'ÉMISSION DU 8 OCTOBRE, CE QUE DEMANDE LE PEUPLE ?

PIERRE DHARRÉVILLE : L'émission a été regardée par des milliers d'internautes qui voulaient connaître le résultat de la grande consultation. Il fallait que cette parole populaire soit mise en valeur et qu'elle puisse se diffuser le plus largement possible. Pendant des mois, les militants communistes sont allés à la rencontre des femmes et des hommes de notre pays pour écouter, discuter et proposer. Ils les ont appelés à entrer dans le débat, à faire valoir leurs aspirations et à s'emparer de la politique. Beaucoup nous ont remerciés. C'est un geste politique fort et il ne sera pas sans lendemains.

Communistes QUEL REGARD PORTER SUR LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE EN EUX-MÊMES ?

P. D. : L'enquête dévoile un portrait de la France qui n'est pas habituel et qui ne correspond pas à l'idée que les forces dominantes voudraient que l'on se fasse de nous-mêmes. Ce que nous constatons, c'est qu'il y a des aspirations populaires qui ne sont jamais entendues par le pouvoir, et qu'il y a des opinions progressistes possiblement majoritaires. Mais tout cela est enfoui et éparpillé. Il y a beaucoup d'attentes à l'égard de la politique, et il faut désormais réveiller les possibles. Les priorités sont sans appel : de meilleurs revenus, une action plus forte pour l'environnement, l'arrêt des discriminations,

un droit renforcé à l'éducation, à la santé... Ce sont des aspirations positives qui s'expriment : elles ne sont pas balayées par cette crispation identitaire et sécuritaire à laquelle on veut nous soumettre. À partir de là, il y a des pistes à creuser et des batailles à mener. Il y a une base pour rassembler largement.

Communistes JUSTEMENT, QUELLES SERONT LES SUITES DE LA GRANDE CONSULTATION ?

P. D. : Il faut d'abord prendre le temps de la restitution. C'est aussi cela donner de la valeur à la parole recueillie, et c'est à partir de là que l'on va pouvoir amplifier la réflexion politique et l'action. Ces résultats vont ouvrir des débats, mais aussi ouvrir des horizons. Il ne faut pas banaliser la portée de cette campagne. Nous avons tiré un tract national pour faire connaître tout cela et des initiatives publiques locales s'organisent pour engager le débat. C'est un bon point de départ pour évoquer les élections à venir. Nous avons mis sur la table 7 axes pour un pacte commun. Une pétition "2017, vivement la gauche" circule. Nous poursuivons notre bataille pour rassembler les forces disponibles afin de faire grandir une majorité de gauche alternative. La grande consultation nous a montré que s'il y a des inquiétudes et parfois du renoncement, il y a aussi d'immenses attentes, de l'appétit et des dynamiques possibles. ✨

Propos recueillis par Gérard Streiff

Florange : Déplacement qui marque les derniers pas d'un président coupé des réalités

En déplacement à Florange, François Hollande est venu affirmer avoir tenu ses engagements. En réalité, le renoncement à défendre la sidérurgie française annonce, dès l'automne 2012, l'échec de la politique industrielle du nouveau pouvoir.

On se souvient que la proposition de « nationalisation provisoire », émise par Arnaud Montebourg, avait été repoussée au profit d'un accord Mittal/Gouvernement. Quelques mois avant, François Hollande en campagne assurait les salariés que s'il gagnait le site serait sauvé.

Au crépuscule de son quinquennat, François Hollande est venu partager sa conviction : Il a tenu parole, les investissements sont là et les emplois sauvés. Deux fois faux ! D'une part, les emplois ont été détruits par centaines sur le site lorrain : 200 départs en retraite, 400 reclassements dans le groupe, plus de 1 000 emplois perdus chez les sous-traitants.

D'autre part, le maintien du site de Florange s'est fait au prix d'un marché de dupe avec Mittal : les activités principales du site de Basse-Indre (découpage et laminage) ont été transférées à Florange et l'investissement de 180 millions promis est dérisoire vis-à-vis des 600 millions préconisés par le rapport Faure remis en 2012 à son gouvernement.

Le résultat est là : les hauts fourneaux ont fermé. [...] ✨

"A PSA, le gouvernement joue la finance contre l'emploi"

Alors que le gouvernement s'apprête à souffler la 4^e bougie de son « pacte de compétitivité pour la croissance et l'emploi », les salariés de PSA s'apprêtent, eux, à subir leur 4^e plan de départs volontaires. Triste anniversaire et toujours pas de cadeaux pour les salariés.

Depuis 2013, PSA est devenu un laboratoire de la politique du pouvoir Hollande dans toute son inefficacité. Sur deux ans, PSA a touché 126 millions d'euros de chèque de l'État au titre du CICE. En 2013, le gouvernement a fait le choix de la finance en garantissant à hauteur de 7 milliards les crédits de PSA Finance pendant que le groupe fermait le site d'Aulnay. Deux plans de compétitivité plus tard, les emplois continuent d'être détruits avec la bénédiction de l'État actionnaire minoritaire, représenté au Conseil d'administration du groupe par... Louis Gallois, le père du pacte de responsabilité. [...] ✨

PLANÈTE

Discours de Pierre Laurent au congrès de Syriza

Chers amis, chers camarades, Mesdames, Messieurs, Kalispera sas !

Que de chemin parcouru depuis le congrès fondateur de Syriza, où je me trouvais déjà devant vous, pour vous saluer au nom du Parti de la gauche européenne. Nous cherchions alors un espoir pour l'Europe, pendant que vous dessiniez, avec les Grecs, un projet pour votre beau pays. Trois ans se sont écoulés comme trois siècles.

Je veux ici, avant toute chose, adresser la solidarité et le respect de la gauche européenne envers le peuple grec. Votre dignité, votre courage et votre intelligence, face aux adversaires de la démocratie, votre solidarité avec les réfugiés alors que la vie n'est pas facile ici, sont un exemple pour toute l'Europe.

Lorsque vous avez fait le choix, à deux reprises, de confier votre voix à Syriza et au gouvernement d'Alexis Tsipras, vous avez engagé une longue et difficile bataille. Chacun mesure aujourd'hui, la force de nos adversaires politiques, le pouvoir des milieux financiers et patronaux au sein de l'Union européenne, les obstacles auxquels est confronté un pays voulant appliquer une politique de justice sociale. Le chemin vers une autre Europe sera long, fait de victoires et de défaites, de paradoxes, de dilemmes, de désaccords parfois.

Mais vous n'êtes pas seuls. Il y a une Europe qui se bat contre l'austérité, pour le respect de la démocratie, pour que l'humain l'emporte sur la finance.

Vous êtes debout et nous sommes à vos côtés.

L'Europe a beaucoup changé en peu de temps.

L'Union européenne (UE) est entrée dans une très profonde crise politique, conséquence de son incapacité à protéger les populations, de son acharnement à imposer l'austérité et la précarisation du travail, par la force.

L'UE paye l'échec de ses politiques et sa violence, par un rejet populaire massif. Avec le Brexit : un grand pays a décidé de quitter l'UE, c'est un fait majeur. Il est clair que l'UE ne peut plus continuer ainsi. Mais dans quelle direction va-t-elle aller ?

Va-t-elle poursuivre vers plus de concurrence, plus d'austérité, plus de sanctions pour les pays en difficulté, plus de cadeaux aux multinationales, avec une majorité de dirigeants incapables de proposer un projet d'avenir pour nos enfants ? Va-t-elle se replier sous la pression des populismes et de l'extrême

droite, et comme à Bratislava, céder aux pressions du groupe de Visegrad, laisser les frontières se fermer et les pays comme la Grèce et l'Italie, seuls pour faire face au défi de l'accueil des réfugiés ? Va-t-elle se diriger vers la solidarité et la démocratie, en répondant à la demande légitime d'une inflexion des règles budgétaires, venue des pays du Sud ? Va-t-elle permettre à la Grèce de se relever en restructurant sa dette ? Va-t-elle se tourner vers le développement des outils productifs et des services publics, avec un autre euro, une Banque centrale européenne sous contrôle démocratique qui joue enfin un rôle dans l'économie réelle ? L'UE va-t-elle s'engager vers la démocratie et le respect des choix des peuples ? Va-t-elle harmoniser les droits des travailleurs par le haut ? Va-t-elle enfin, se battre pour un monde de paix et de développement partagé ?

C'est dans cette troisième vision que s'inscrit résolument le Parti de la gauche européenne.

Tout le monde sait, ici en particulier, qu'il n'y aura pas de refondation progressiste de l'UE sans des victoires de la gauche dans d'autres pays, et sans une coopération renforcée de tous les progressistes, dans leur diversité, par des luttes et des alliances politiques, à l'échelle européenne. Ce sera une grande question du congrès du PGE en décembre prochain.

Le grand mouvement contre la loi travail en France, la victoire des Polonaises contre l'interdiction de l'avortement, le référendum raté de Victor Orban, la réélection

de Jeremy Corbyn à la tête du Labour, la majorité de gauche au Portugal, le résultat de la coalition Unidos Podemos en Espagne, tout ceci doit nous donner espoir dans la longue lutte engagée pour l'avenir de notre continent.

Le défi devant nous est de passer une nouvelle étape de convergence, d'union, de solidarité de toutes les forces, tous les Européens, qui luttent. Nous mettons sur la table la proposition d'un « forum européen annuel des forces de progrès », un espace de coopération souple avec un panel large de forces politiques, des organisations syndicales, des mouvements sociaux, des intellectuels.

Je suis sûr que nous trouverons Syriza à nos côtés pour construire l'Europe de demain. Votre parti est, et restera, une grande force de la gauche européenne. Chers amis, chers camarades, je vous souhaite de bons travaux pour réussir ce congrès si important pour Syriza, pour la Grèce, et donc pour l'avenir de l'Europe. ✨



Biodiversité : enjeu d'humanité !

La nature nous offre de très nombreux services « écosystémiques » utiles à notre bien-être : nourriture, médicaments, eau potable, fixation du carbone, pollinisation, plaisirs socioculturels par la découverte des paysages... Or la biodiversité décline partout, les écosystèmes ne cessent de se dégrader du fait de l'action de l'homme. Cinq menaces sont identifiées : la détérioration des habitats, les espèces envahissantes, la surexploitation, le changement climatique et la pollution. Les scientifiques estiment que 2 100 espèces sont menacées d'extinction dans le monde.

Le premier débat sur la préservation des abeilles a montré la complexité du sujet. L'agriculteur utilise des pesticides pour protéger ses cultures contre les organismes nuisibles (insectes, champignons...) mais les insecticides néonicotinoïdes sont particulièrement meurtriers pour les abeilles. Or, sans pollinisation des cultures il n'y a pas les récoltes nécessaires à notre alimentation. Est-il possible d'imaginer une agriculture capable de nourrir le monde sans aucun produit phytopharmaceutique ? En tout cas, la responsabilité de l'industrie chimique, des semenciers et des instances gouvernementales de contrôle sont engagées lorsqu'elles décident d'autoriser la mise sur le marché de ces produits sans en mesurer toutes les conséquences. La mobilisation a permis de faire inscrire dans la loi l'interdiction des néonicotinoïdes à partir de 2018. Les lobbies agricoles et industriels ont tout fait pour l'empêcher. Les mobilisations citoyennes et associatives l'ont emporté. Tant mieux !

D'autres luttes sont à l'ordre du jour

Celle de la marchandisation de la nature et des services écosystémiques prônée par le capitalisme en crise s'inscrivant dans son projet dogmatique « d'économie verte ». Nous dénonçons et combattons ce postulat. La nature, la biodiversité doivent être considérées comme des biens communs de l'humanité. Il est concevable d'accorder une valeur monétaire aux services écosystémiques dans le but d'évaluer cette richesse naturelle menacée pour la confronter à l'éventuel bénéfice escompté mais en aucun cas pour favoriser un profit financier à court terme. Les communistes doivent contribuer à ce combat.

Ce sont, une nouvelle fois, les scientifiques qui ont alerté l'opinion et les institutions internationales, de Rio (1992) à Nagoya (2010), sur les conséquences de la régression de la biodiversité. Aujourd'hui les gouvernements disposent, pour les conseiller, d'une instance scientifique internationale¹ équivalente à celle du GIEC. Pour cela, les budgets de la recherche publique doivent être à la hauteur. Si le gouvernement français « reconnaît que les connaissances disponibles sont encore insuffisantes voire même lacunaires... et qu'un effort de recherche destiné à compenser ces lacunes est indispensable »², les moyens consacrés dans la loi à la future Agence de biodiversité s'avèrent, d'ores et déjà, incompatibles avec ces bonnes intentions. En effet, il est prévu qu'elle fonctionne avec les moyens actuels des instances qu'elle va regrouper³. Plus globalement, les chercheurs dénoncent la faiblesse des moyens affectés à la recherche publique. Le soutien du PCF aux luttes des chercheurs et de leurs syndicats est acquis. C'est ce qu'a exprimé notre secrétaire national le 18 octobre lors de la rencontre avec les chercheurs, en exigeant la réaffectation, à la recherche publique, de tout ou partie des 5,5 milliards, versés en 2015, aux entreprises privées au travers du Crédit d'impôt recherche.

Après deux ans de débats, la loi sur la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages en juillet dernier la France s'est dotée d'une orientation sérieuse avec des avancées mais aussi des limites. Au-delà des éléments déjà mentionnés, soulignons l'inscription de grands principes dont celui d'éviter, réduire compenser les impacts négatifs de certaines activités humaines sur l'environnement. Ajoutons aucune régression au droit de l'environnement, dont les concepts de préjudice écologique, de solidarité écologique. Le protocole de Nagoya sera ratifié. Par contre, les effets écologiques de la production de l'huile de palme ou du chalutage en eaux profondes n'ont pas été inscrits dans la loi. Nous en débattons mardi 25 octobre et le cycle d'auditions publiques permettra d'approfondir tous ces enjeux.

La biodiversité est une question politique car elle est essentielle à la vie humaine et que l'homme lui-même en constitue un maillon. En prendre toujours plus conscience est un défi que nous voulons relever. Les enjeux écologiques du développement humain durable et des rapports homme-nature sont parties prenantes de notre projet politique. D'ailleurs, les résultats de la grande consultation populaire « Que demande le peuple ? » sont assez significatifs de ce point de vue. 31 % des 65 000 personnes qui ont répondu à l'enquête placent l'environnement en seconde position parmi leurs priorités. Cela doit nous amener à investir fortement ce champ d'actions sur le terrain des idées, des luttes et des rassemblements.

La biodiversité comme enjeu politique

La biodiversité est une question politique car elle est essentielle à la vie humaine et que l'homme lui-même en constitue un maillon. En prendre toujours plus conscience est un défi que nous voulons relever. Les enjeux écologiques du développement humain durable et des rapports homme-nature sont parties prenantes de notre projet politique. D'ailleurs, les résultats de la grande consultation populaire « Que demande le peuple ? » sont assez significatifs de ce point de vue. 31 % des 65 000 personnes qui ont répondu à l'enquête placent l'environnement en seconde position parmi leurs priorités. Cela doit nous amener à investir fortement ce champ d'actions sur le terrain des idées, des luttes et des rassemblements.

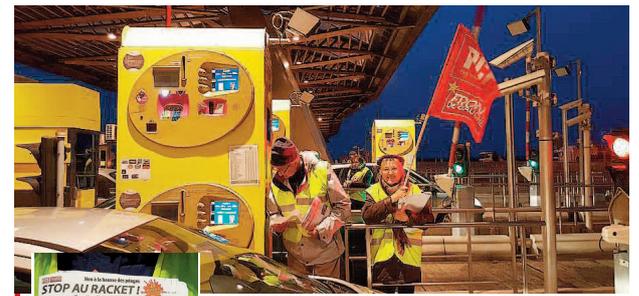
Hervé Bramy
Responsable national au PCF
en charge de l'Écologie

1. La plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IBES) est un groupe d'experts sur le modèle du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC).
2. Stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020.
3. L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, l'Atelier technique des espaces naturels, l'Agence des aires marines protégées, l'Établissement des Parcs nationaux de France.

Délation

François Hollande faisait l'autre jour, devant un public de lou-ravis, un discours auguste sur la démocratie qui..., la démocratie que... C'était brillant, paraît-il. Mais l'orateur s'était bien gardé d'insérer dans sa démonstration l'anecdote suivante : au printemps, le Président de la République en personne avait téléphoné au principal actionnaire du *Nouvel Observateur* pour le mettre en garde : la directrice adjointe de son hebdomadaire n'était autre que la compagne de Frédéric Lordon, économiste contestataire bien connu. Horreur ! Le coup de fil présidentiel fut efficace. La directrice fut virée illico. [Cf. Aude Lancelin, *Le monde libre*. Ed. Les liens qui libèrent]. On attend à présent le nouveau discours, forcément brillant, de l'hôte de l'Élysée sur la délation.

Gérard Streiff



Oise et Isère

Initiatives pour la nationalisation des autoroutes



MAGASINS APPLE STORE
Mobilisation samedi 22 octobre
contre l'évasion fiscale

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

Pierre Laurent à Châteaubriant Des valeurs d'actualité

Je serai présent le 23 octobre dans la carrière de Châteaubriant pour rendre hommage à ces militants communistes et syndicalistes qui ont refusé l'asservissement de notre pays, et ont pris, jusqu'à en mourir, le chemin de la résistance pour faire triompher les valeurs d'humanité face à la barbarie nazie et à ses complices de Vichy.

Mais je serai présent aussi pour rappeler que leur combat porte des valeurs d'actualité : nous vivons une époque de catastrophes annoncées : de très puissants intérêts (ceux que j'ai nommés les 1 % dans mon livre) ont pris en main beaucoup trop de pouvoirs. Il s'agit aujourd'hui de les récupérer, de rassembler pour faire vivre la démocratie et inventer, à notre tour, un mode de développement basé sur la satisfaction prioritaire des besoins de l'humanité. C'est un premier trait d'union avec nos camarades morts à Châteaubriant.

Le second est de mener, comme eux à leur époque, la lutte pour la paix qui reste, comme le disait Jean Jaurès, « le plus grand des combats ». Nous refusons les logiques de guerre qui perdurent et qui, depuis des années, n'ont fait qu'aggraver les situations des peuples.

La cérémonie sera l'occasion de dire que ces logiques ne rè-

glent aucun des problèmes, mais au contraire creusent toutes les inégalités, martyrisent, comme à Alep aujourd'hui, des populations civiles innocentes, peuvent conduire l'humanité vers l'abîme et renforcent en fine le terreau sur lequel prospèrent la barbarie et le terrorisme.

Faire avancer ces idées suppose d'être des acteurs inlassables du rassemblement pour faire émerger un projet politique en rupture avec les politiques libérales et les logiques d'exclusion. Les 27 étaient avant tout des rassembleurs et nous voulons être dignes d'eux. Quand les responsables politiques de droite, dans notre pays, rivalisent dans le discours sécuritaire et xénophobe, quand un maire Front national expulse de ses locaux une association humanitaire et humaniste comme le Secours populaire, nous disons qu'il y a urgence à construire ce rassemblement. Et nous considérons qu'il n'y a pas de fatalité, que si le pire menace il n'est pas pour autant inéluctable, qu'aucun scénario n'est inévitable...

Là est l'autre grand trait d'union entre les 27 de Châteaubriant et nous qui, aujourd'hui, continuons leur combat.

Extraits d'un entretien paru dans
Les nouvelles de Loire-Atlantique.